

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEMAIN Environnement (Ex : JURATRI)

55 rue Basse
39570 Conliège

Références : CF/MB/2024/L_266
Code AIOT : 0005904874

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement DEMAIN Environnement (Ex : JURATRI) implanté 870 RUE BLAISE PASCAL ZI de Lons le Saunier 39000 Lons-le-Saunier. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEMAIN Environnement (Ex : JURATRI)
- 870 RUE BLAISE PASCAL ZI de Lons le Saunier 39000 Lons-le-Saunier
- Code AIOT : 0005904874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités de l'établissement sont le transit, regroupement, tri ou préparation, en vue de la réutilisation ainsi que le traitement de déchets (plastiques, bois, métaux , papiers / cartons, piles

/accumulateurs, déchets d'équipements électriques et électroniques).
L'établissement gère également une déchetterie professionnelle.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Consistances des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 1.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des flux	Autre du 18/03/2024, article 3.1	Sans objet
2	Sécurité du site	Autre du 18/03/2024, article 4.1	Sans objet
3	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/2024, article 3.1	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Autre du 18/03/2024, article 4.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contraint par des difficultés économiques, l'exploitant a confirmé en séance avoir mis en service certaines installations situées hors champ de l'arrêté d'autorisation du 30/01/2020 et entrantes dans le champ du dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction.

Lors de la visite des installations, l'inspection a visualisé le fonctionnement des installations non autorisées suivantes :

- TRIVOLUTION 1 : broyeur / chaîne de tri optique.
- TRIVOLUTION 2 : presse à polystyrène
- TRIVOLUTION 3 : présence de matières 1ère dans certains box / fonctionnement de la chaîne de tri.

Par courriel en date du 16/07/2024 l'exploitant a précisé le détail des installations lancées sans autorisation, ou non autorisées dans leur configurations actuelles par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/01/2020. Il s'agit en particulier des installations suivantes :

- ligne de traitement des DEEE - TRIVOLUTION 3,
- activité de regroupement condensateurs, RBH sur TRIVOLUTION 2 : activité autorisée mais avec des quantités autorisées inférieures,
- activité de regroupement (GEM F et HF + écrans + PPV) : : activité autorisée mais avec des quantités autorisées inférieures,
- ligne de traitement des DND sur TRIVOLUTION 1
- ligne de tri optique sur TRIVOLUTION 1, non autorisée dans sa configuration actuelle,
- Presse PSE sur TRIVOLUTION 2.

Il est proposé d'encadrer la mise en conformité de la situation administrative de l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral de mise en demeure conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement :

- soit en cessant les activités non-autorisées et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement ;
- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploiter complet et régulier en préfecture et en obtenant l'autorisation environnementale liée ;

Les délais pour respecter la mise en demeure sont précisés dans le projet d'arrêté transmis avec ce rapport.

Pour le cas où l'exploitant opte pour l'obtention de l'autorisation environnementale, celui-ci est tenu de respecter les mesures conservatoires précisées à l'annexe « mesures conservatoires » du projet d'arrêté, dans l'attente des conclusions de l'instruction de son dossier.

Point de situation concernant le dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction :

Après passage en revue, en séance, de détails techniques du projet d'arrêté préfectoral, il ne ressort pas de point bloquant. Le projet d'arrêté sera repris en annexe du projet d'arrêté de mise en demeure susvisé sous forme des dispositions à respecter. L'exploitant pourra encore faire part de ses remarques lors de la phase contradictoire.

Par courriels en date des 16, 19 et 23/07/24, l'exploitant a transmis des éléments complémentaires concernant notamment les stocks d'encours dans l'atelier F, l'intégration de la rubrique 2713 dans le stockage de TRIVOLUTION 3 ; le plan de la rétention de l'atelier C sera à fournir pour la version finale de l'arrêté d'autorisation environnementale.

L'exploitant précise que la totalité des compléments attendus du dossier pourra au mieux être transmis à la DREAL fin juillet. Compte tenu du fait que le rapport de recevabilité du dossier ne peut être finalisé qu'après transmission, et analyse, des compléments, cela implique un décalage du planning d'instruction global de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des flux

Référence réglementaire : Autre du 18/03/2024, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de réception et de contrôle
Prescription contrôlée : 3.1. Conformité du matériel de réception et contrôle Les éléments de contrôles à réception pour les matières ont été contrôlés et sont en état de marche :

<ul style="list-style-type: none"> - Portique radioactivité - Moyens de pesée dont pont bascule - Système informatique pour la gestion des registres entrées / sorties - ...
<p>Constats :</p> <p>Le portique de radioactivité et le pont bascule sont fonctionnels. Les documents « constat de vérification » du portique de radioactivité équipé de 2 détecteurs (voie 1 et voie 2) en date du 29/02/2024 ont été présentés en séance. Les rapports SAPHYMO indiquent que le portique et les équipements sont conformes. Le pont bascule a été visualisé en séance. Le boîtier de visualisation du système dispose d'une étiquette « instrument reconnu conforme » avec une date de validité jusqu'en 2025. L'inspection ne formule pas de constat.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Sécurité du site

<p>Référence réglementaire : Autre du 18/03/2024, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1. Sécurité incendie</p> <p>4.1.1. Système de détection incendie</p> <p>Un système de détection incendie a été réinstallé dans le bâtiment fonctionnel. Celle-ci assure une couverture de détection sur la totalité du bâtiment. Cette détection est composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système VESDA avec couverture de l'ensemble de la surface du bâtiment en état - Détecteurs de fumées optiques dans les locaux administratifs exploités
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le système de détection installé à l'entrée du bâtiment TRIVOLUTION 1 est pleinement fonctionnel. Le SSI assure la couverture de la toiture par détecteurs de type VESDA et les locaux administratifs par détecteur ponctuels. La centrale n'indique aucun défaut. Les vesdas en place sont tous des équipements neufs ; ils remplacent les anciens ayant été soumis à l'incendie de novembre 2023.</p> <p>Par courriel du 16/07/2024, l'exploitant a transmis une copie du rapport de mise en service du SSI de TRIVOLUTION 1 et une copie du procès verbal de mise à disposition technique du SSI qui concerne TRIVOLUTION 3. L'inspection ne formule pas de constat.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/2024, article 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, AP-2024-24 Matérialisation zone d'activité
--

Prescription contrôlée :

2.2 - L'exploitant limitera son activité au champ d'action des robinets d'incendie armés (RIA) fonctionnels. Cette zone sera matérialisée au sol.

Constats :

La détection incendie ainsi que le système FIRE ROVER sont fonctionnels, le champ d'action de l'exploitant n'est donc plus limité à celui des RIA.

L'Inspection a toutefois constaté lors de la visite des installations que l'exploitant avait limité la zone de stockage en la matérialisant sur les poteaux de la structure du bâtiment.

L'inspection ne formule pas de constat.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 18/03/2024, article 4.1.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
--

Prescription contrôlée :

D'ici le mois de Juin 2024, le système de canon à eau sera déployé sur le site trivolution 1. Ce système assurera une capacité de détection complémentaire à notre SSI via un cumul de technologies qui couvriront la quasi-totalité du bâtiment et la totalité des zones à risque avec :

- Une détection de flamme
- Une détection de fumée
- Une détection thermique

La détection du système (qui est également ajustée en sensibilité selon s'il y a l'activité ou non du site) sera suivie en permanence par :

- Un service de télésurveillance dédié à l'exploitation de la détection des canons et à la mise en oeuvre de ces derniers
- Le SSI qui reprendra les détections des canons dans son système

L'extinction sera pilotée par un télésurveilleur formé et dédié à la gestion de ces canons pour compléter la DICl et apporter des solutions adaptées à la situation.

Constats :

L'exploitant précise en séance que le système est pleinement fonctionnel sur TRIVOLUTION 1 et 3.

Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté que l'ensemble des détecteurs sont

alimentés (voyants verts allumés).

Chaque canon est équipé d'une caméra et 2 modules de 3 détecteurs (flamme / fumée / thermique) sont installés de part et d'autre de chaque canon.

En cas de détection un opérateur prend la main sur le canon en visualisant la zone de protection de 180° et commande le canon en cas de nécessité.

Un essai réel a été réalisé par l'exploitant en plaçant un foyer de flammes dans la cours, la détection et la prise en main du canon ont été réalisées en un temps inférieur à 20 secondes.

L'exploitant transmettra la copie du procès verbal de réception du système.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consistances des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 1.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des installations

Prescription contrôlée :

1.2.4 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante

Zone d'exploitation « Est » comprenant:

- un accès obligatoire équipé d'un portique de détection de la radioactivité et d'un pont bascule
- un bâtiment regroupant le siège social et les bureaux
- un bâtiment dédié à la maintenance, à des espaces de formation et de recherche et développement;
- un bâtiment principal dédié aux activités de stockage et de traitement des DEEE et DEA ainsi qu'au transit de divers déchets non dangereux
- plusieurs quais de chargement / déchargement des déchets « entrants» et « sortants»
- des alvéoles de stockage de déchets en extérieur (PAM récemment réceptionnés);
- un local pour le stockage et la distribution de carburants pour les chariots élévateurs
- une cisaille UNTHA de 2x55 kw;
- un concasseur (Craqueur BRT ou CRACK O MAT) de 30 kw;
- plusieurs équipements de tri magnétique "overband" dédié à la récupération des éléments métalliques ferreux
- deux broyeurs déchiqueteurs pour l'activité plastiques (2 x 5,5 kw + 1 x 7,5 kW)
- deux chaînes de pré-tri (avant craqueur BRT) et tri (après craqueur)
- une chaîne de tri optique ainsi qu'une installation d'air comprimé pour faire fonctionner cane chaîne.

Zone d'exploitation Ouest comprenant:

- l'activité démantèlement des flux DEEE spécifique "unités centrales" et autres flux pour réemploi
- une déchetterie professionnelle
- des stocks tampons (textiles, métaux, DEA à trier notamment)
- une zone de tri des DIS manuel et mécanique notamment pour les menuiseries hors d'usage
- des bureaux et locaux sociaux;
- l'atelier

Constats :

Contraint par des difficultés économiques, l'exploitant a confirmé en séance avoir mis en service certaines installations situées hors champ de l'arrêté d'autorisation du 30/01/2020 et entrantes dans le champ du dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction.

Non conformité majeure : lors de la visite des installations, l'inspection a visualisé le fonctionnement des installations non autorisées suivantes :

TRIVOLUTION 1 : broyeur / chaîne de tri optique.

TRIVOLUTION 2 : presse à polystyrène

TRIVOLUTION 3 : présence de matières 1ère dans certains box / fonctionnement de la chaîne de tri.

Ces installations ne sont pas autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°AP-2020-08-DREAL du 30/01/2020 et entrent dans le champ de la demande d'autorisation en cours d'instruction.

L'exploitant a transmis par courriel en date du 16/07/2024 le détail ci-dessous des installations lancées par zone de TRIVOLUTION, non autorisées dans leur configuration actuelle par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/01/2020, ou intégrées dans le dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction :

- ligne de traitement des DEEE - TRIVOLUTION 3,
- condensateurs, RBH sur TRIVOLUTION 2 : activité autorisée mais avec des quantités autorisées inférieures,
- activité de regroupement (GEM F et HF + écrans + PPV) : : activité autorisée mais avec des quantités autorisées inférieures,
- ligne de traitement des DND sur TROIVOLUTION 1
- ligne de tri optique sur TRIVOLUTION 1, non autorisée dans sa configuration actuelle,
- Presse PSE sur TRIVOLUTION 2

Il est proposé d'encadrer la mise en conformité réglementaire des installations par arrêté préfectoral de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours